



DISCOURS D'ARNAUD MONTEBOURG

FRANGY EN BRESSE – 25 SEPTEMBRE 2021

SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Mes cher.e.s ami.e.s, mes cher.e.s compatriotes,

Revenir à Frangy, pour moi qui suis parti dans mes ruches au milieu de mes amandiers, avec mes amis apiculteurs et éleveurs laitiers qui font des glaces, c'est d'abord proclamer une fidélité à chacun d'entre vous, vos visages que j'aime tant retrouver. Nous avons tant espéré, tant cru, tant imaginé et nous avons été, nous aussi, tellement déçus.

Je reviens par fidélité à cette terre digne et heureuse, par fidélité à une histoire qui nous est commune, par fidélité à cette Saône-et-Loire qui m'a permis de représenter la France.

Je n'oublie pas mes deux inspirateurs, dont l'un habitait à Frangy-en-Bresse, Pierre Joxe, et Jean-Pierre Chevènement.

Mais si je reviens à Frangy, c'est avec la ferme détermination de ne jamais renouveler nos fautes et nos erreurs. Mieux, je reviens avec le désir de dépasser ce que nous avons été, pour reprendre avec tous les Français le chemin du récit national dont nous avons été expulsés dès 2017.

C'est donc en homme de gauche que je me présente aujourd'hui devant vous, enraciné dans notre histoire et géographie commune, devenu un entrepreneur, aimant mon métier qui est une passion et mon gagne-pain.

J'ai choisi de me tourner vers les Français, d'affronter leurs problèmes, de ne pas les dissimuler, de rechercher des solutions réalisables, tout cela dans la fidélité à nos valeurs.

Je suis venu sans parti politique mais muni de mes convictions. Je suis venu sans baron local, sans bottin mondain de la politique, sans apparatchik en tout genre, mais muni du soutien de centaines d'élus locaux de petites communes qui d'ores et déjà se manifestent depuis 15 jours.

Je suis venu en homme libre, mais muni des encouragements des Français qui savent que mes propositions, mes idées, défendues depuis 20 ans sont désormais majoritaires et qu'il est désormais temps de les mettre en œuvre.

Pourquoi les Français se détournent-ils des partis politiques ? Parce qu'ils ont échoué à éviter l'affaïssement et l'appauvrissement des Français.

Pourquoi les Français ne veulent plus de Monsieur Macron qui prétendait les sauver des errements, des trahisons et des échecs des partis politiques ? Parce qu'il a fait exactement la même politique qu'eux, avec exactement les mêmes échecs qu'eux, en pire.

Les 3 quinquennats qui viennent de s'écouler ont conduit à la même politique, peu ou prou, et aux mêmes résultats.

Il faut dessiner ici le tableau accablant de l'effondrement de la France.

L'industrie. Nous sommes devenus la lanterne rouge européenne. Il nous manque 1 million d'emplois industriels. En 15 ans, regardez les pertes que nous avons accumulées : Arcelor, Pechiney, Alstom, Lafarge, Alcatel, Technip, Essilor et maintenant Suez. Ils ont tenté le démantèlement d'EDF et d'Aéroports de Paris et le prochain est sur la liste, il s'appelle Engie, le démantèlement a commencé.

Regardez l'agriculture, sans les vins et spiritueux nous serions déficitaires, nous, la grande Nation agricole, le pays de Cocagne. Savez-vous que nous importons 65% des fruits et des légumes ? On ne sait donc pas les produire ? Un tiers de nos importations sur les 13 milliards de produits bio consommés dont la croissance est à deux chiffres.

Notre balance commerciale est déficitaire de 85 milliards. Pour les Italiens, elle est excédentaire de 63 milliards. Pour les Allemands, elle est excédentaire de 183 milliards.

Allons-nous nous laisser aller encore longtemps ?

500 milliards de dette Covid ? Qui va rembourser ?

Ceux qui disent que l'on va rembourser, ont-ils fait le calcul qu'il nous faudrait une augmentation de 37% de l'impôt sur le revenu pendant 25 ans ? Chacun sait que ce n'est pas remboursable humainement.

Les 130 milliards de dette des entreprises, sous forme de prêts d'État, comment va-t-on les rembourser ?

Ces clignotants au rouge écarlate sont autant de preuves de l'appauvrissement des Français.

On se souvient de la crise des Gilets Jaunes, les 16 mille cahiers de doléances, le sentiment d'injustice qui apparaissait sur les ronds-points et à toutes les pages de ces cahiers.

Tout le monde a compris qu'il est difficile de vivre de son travail. Et nous sommes aujourd'hui dans un pays qui appauvri ceux qui travaillent dur.

L'école ? Elle est en chute libre. Effondrement du niveau des élèves, au fond des palmarès internationaux. Explosion des inégalités scolaires. Ascenseur social bloqué au sous-sol, des enseignants maltraités ou déclassés.

Regardez ce que les services publics sont devenus.

L'hôpital, en 25 ans, a fermé 100 000 mille lits. Pendant ce temps, la population française s'est accrue de 10 millions d'habitants. Pendant la pandémie, on a encore fermé des lits, comme si aucune leçon n'avait été tirée de nos erreurs.

Et de l'effondrement à l'appauvrissement, nous sommes passés au régime de la dépendance.

Dépendance aux nouveaux empires qui régissent le monde.

Nous sommes devenus, sans que nous nous en apercevions, une colonie numérique des États-Unis d'Amérique et une colonie industrielle de l'empire chinois.

Le macronisme n'a fait qu'accentuer notre soumission aux injonctions de l'extérieur. Mais c'était son programme. Il fallait, paraît-il, s'adapter. Nous nous sommes adaptés au prix de perdre notre liberté d'être nous-mêmes et notre droit de choisir.

Les États-Unis nous entraînent dans les guerres de l'OTAN que nous finançons, mais sont-elles les nôtres ? Ils nous prennent nos entreprises par leur droit extraterritorial, comme Alstom. Ils espionnent nos autorités, comme Edward Snowden l'a révélé, sur

75 millions de mels, de conversations, pendant 6 mois. Ils nous donnent des coups de poignard dans le dos en Australie, les Américains sont d'ailleurs meilleurs pour mettre en échec les intérêts français que pour réussir leurs expéditions militaires en Afghanistan, en Syrie ou en Irak.

Alors, on a supprimé un dîner de gala et rappelé un ambassadeur. Et après ?

Après un tel camouflet, une telle humiliation, il faudrait que nos alliés américains paient le prix politique minimum de cet affront fait à leur allié qu'ils prétendent aimer tant.

J'ai proposé que le Gouvernement mette à l'écart tous les cabinets américains d'avocats, de conseils, de comptables, les banques américaines, McKinsey, White & Case, Goldman Sachs, eux-mêmes assujettis au Patriot Act qui les oblige à mettre à la disposition sur simple demande de leur Gouvernement fédéral toutes les données collectées sur l'activité économique française.

La France macroniste est devenue une passoire. Car, ne vous y trompez pas, la perte minutieusement organisée du contrat des sous-marins français à 34 milliards, a été facilitée par la présence des entreprises de conseils américaines dans notre appareil d'État et dans les entreprises militaires et industrielles françaises.

La mise à l'écart est la première pierre de toute forme de reconquête de notre souveraineté économique à l'égard aujourd'hui d'un allié qui se transforme en oppresseur.

J'ai demandé avant-hier, la liste précise de ces cabinets américains travaillant avec l'ensemble des entreprises stratégiques françaises et les administrations au plus haut niveau.

Je n'ai toujours pas obtenu de réponse. Et pour cause. La quasi-totalité des cadres dirigeants de ces entreprises sont les amis du pouvoir. Ce sont eux qui ont financé la campagne avec monnaie sonnante et trébuchante de l'actuel locataire de l'Élysée. Ce sont eux, finalement, qui ont acheté le droit d'être présents, à travers le Président actuel, dans nos secrets.

La collusion est réelle. La collusion doit être dénoncée.

Est-ce que nous voulons vivre vassalisés, coincés entre deux empires, à travailler pour les autres, à consommer les produits des autres, devenir les obligés des puissances de ce monde ?

Les Français ont conquis leur liberté, oui, comme le disait François Mitterrand, à Mexico, en 1982 : « Nous voulons vivre libres. Affirmons-nous, redevenons nous-mêmes, car nous n'avons peur que d'une seule chose, être enfin nous-mêmes. »

Faut-il ajouter à ce tableau des dépendances, la menace climatique ?

L'inquiétude et l'angoisse, justifiées, des jeunes générations devant la montée sensible des températures et la multiplication des événements météorologiques extrêmes, justifient que nous ouvrons les yeux.

L'accélération du réchauffement est palpable. Les rapports du GIEC, ce groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat qui rassemble 195 États membres et 9 200 études, ces rapports approuvés à l'unanimité, se succèdent sans effet notable sur les décisions politiques ou économiques.

La concentration du CO₂ dans l'atmosphère n'a jamais été aussi élevée depuis 800 000 années. Il y a donc une menace existentielle qui pèse sur la Terre et nous détournons le regard.

Nous sommes pourtant parfaitement informés que si l'humanité n'agit pas, la température à laquelle nous aurons à faire face dans peu de décennies, sur la trajectoire actuelle, atteindra 2,7 degrés Celsius rendant inhabitable un tiers des terres émergées.

Ignorer un problème n'a jamais permis de le résoudre.

Ce que j'appelle La Remontada, prend alors tout son sens face à l'affaissement, à l'appauvrissement et la montée de nos dépendances.

Lorsqu'on est cloué au sol, plaqué à terre, seules les ressources de l'imagination, de l'énergie collective peuvent nous faire remonter. Et la France a toujours su trouver en elles les ressources pour se relever lorsqu'elle a failli disparaître, je le rappelle, en 1870, en 1940, en 1944.

La Remontada, c'est la force d'une équipe, d'une société toute entière qui s'organise, préfère l'entraide à la haine, qui se donne la main pour obtenir des résultats.

La Remontada, c'est un projet, une méthode et une stratégie.

Un projet. La reconstruction sérieuse et méthodique du pays dans tous les secteurs de son effondrement. Ce sont des chantiers énormes et simultanés. C'est La

Remontada de l'industrie, de l'éducation nationale, de l'agriculture, de l'hôpital, et tout le reste.

C'est probablement aussi lourd, après la crise Covid que ce que les générations d'après-guerre ont eu à prendre en charge à la reconstruction de 1945.

La Remontada, c'est une méthode.

On ne peut pas reconstruire la France sans les Français. Il faudra partager les efforts, soulager et améliorer rapidement la vie de ceux qui ont payé déjà très cher ces dernières années. C'est ce que j'appelle La Remontada des salaires. Le partage des profits avec ceux qui n'ont que leur travail pour vivre. Le dividende pour les salariés, pas seulement pour les actionnaires.

Après ces années de mépris de classe, après la crise des Gilets Jaunes et des ronds-points, 2022 est le moment de la réparation. C'est le moment de laver l'affront fait aux classes moyennes et aux classes populaires.

La Remontada, enfin, c'est une stratégie.

Refaire de la France une puissance capable de proposer au reste du monde sa singularité et sa troisième voie.

La troisième voie, entre le capitalisme financier anglo-saxon à domination américaine et le capitalisme autoritaire et de surveillance chinois.

La troisième voie, entre l'alignement aux intérêts américains qui veulent nous vassaliser à vil prix et le pacte politique avec le diable de l'empire du milieu.

La France a pris des allures de petit-garçon assis en culottes courtes sur le portebagage des autres puissances. Le moment est venu de se réaffirmer et de défendre notre indépendance.

La souveraineté, c'est l'objectif stratégique de La Remontada.

La tâche qui nous attend est hors du commun et considérable et je préfère le dire d'ores et déjà aux Français.

Nous allons devoir changer radicalement de méthode, de moyen et d'échelle, pour retrouver les 500 000 emplois industriels qui manquent, rattraper les 5 points de richesse nationale dans l'industrie, installer 500 usines nouvelles, rattraper l'Espagne et l'Angleterre et relancer une politique du Made in France de taille XXL.

Il va falloir casser le système paralysant de la commande publique qui favorise les économies low cost et jamais le Made in France, prendre parfois et savoir prendre parfois des réglementations protectionnistes en interdisant au nom de la sécurité nationale certaines importations.

Savez-vous que nous importons 10 milliards de médicaments alcaloïdes qui servent à endormir dans les hôpitaux ? Nous ne sommes pas capables de les produire ? 1,8 milliard d'antibiotiques. Nous ne sommes pas capables de les produire ? 4,2 milliards de matériel de levage et de manutention. Nous ne savons pas les produire ? 3,7 milliards de machines servant à la construction. Nous ne savons pas les produire ? 3,5 milliards d'engrenages et d'organes de transmission. Nous ne savons toujours pas les produire ?

Nous savions les produire et à des prix compétitifs. Nous devons à nouveau les produire.

Nous serons obligés, pour recommencer la production, de bloquer certaines importations pour nous aider à reconstruire car les États doivent toujours être plus forts que les marchés.

Nous allons devoir mettre fin à la domination de la technostructure sur nos politiques économiques imprégnées du sentiment de soumission à l'ordonnancement néolibéral européen.

Nous allons remplacer les énarques par les ingénieurs, eux qui font tourner les entreprises, eux qui connaissent la réalité de la société, eux qui préfèrent l'humilité de celui qui construit un projet plutôt que l'arrogance de celui qui régent et prétend régenter la vie des autres.

C'est ce que j'appelle le plan social au sommet de l'État. Le seul plan social qui me réjouirait.

C'est ce que je nomme la débureaucratization de l'État. L'État fort, nous en avons besoin. Mais l'État arrogant, nous le refusons. L'État au service de la Nation, c'est ce que nous désirons. Mais l'État au service d'une caste ou d'une classe, nous le rejetons. L'État qui crée, sauve, protège, nous en avons besoin. Mais l'État qui défait, laisse vendre et laisse faire, nous n'en voulons plus.

Qu'on me donne, ne serait-ce que la moitié du plan de relance, 50 milliards, et l'État montera les 500 usines qui nous manquent avec des industriels, en collaboration du

public avec le privé. Et ces 500 usines, ce sont celles que la Start-Up Nation n'a pas créées et ne créera jamais.

Le Made in France XXL est pour moi et sera pour nous l'outil de l'organisation écologique et concrète de la fin du pétrole en 2040.

Diminuer de 5% la consommation de pétrole par an, c'est ambitieux et difficile, mais c'est notre horizon inéluctable.

C'est l'industrie locale qui décarbone, les importations lointaines qui exportent les émissions de CO₂. Remplacer les 11 millions de chaudières au fioul par des pompes à chaleur, nous n'avons pas d'industrie de pompes à chaleur. Il faut la construire. Remplacer les 40 millions de véhicules thermiques par des véhicules électriques. Nous n'avons pas d'usine de batteries électriques. Remplacer le béton par le bois dans la construction. Il va bien falloir recréer des scieries dans ce pays, soutenir le métier de bûcheron, travailler à partir de nos forêts plutôt que d'importer le bois que nous ne sommes pas capables d'exploiter chez nous.

La marinière ce n'est pas qu'un état d'esprit, c'est une grande politique. C'est un immense chantier. C'est une société entière qui se réorganise pour se porter à la frontière industrielle et technologique de l'écologie et de la fin du pétrole.

* *
*

Mais pour réussir une telle Remontada économique, il faudra y associer les Français. La France n'existe pas sans les Français. Ce sont elles ou eux, souvent invisibles qui la font tourner. Ils y mettent leur sueur, leur engagement, leur fin de mois difficile.

Pierre Mauroy disait « ce n'est pas un gros mot, le mot « travailleur », le mot « ouvrier » ». La gauche s'est détournée des travailleurs et les travailleurs se sont détournés de la gauche. Le moment est venu de refaire le contrat.

Je pense à ces mères seules qui travaillent dur pour élever leurs enfants, ces jeunes travailleurs qui courent de CDD en CDD sans voir la fin du tunnel de la précarité.

Je pense à ces nouveaux esclaves, les employés free lance des plateformes numériques, Uber, Deliveroo, les livreurs, les chauffeurs, les taxis qui n'ont pas les protections minimales.

Je pense à ces couples d'ouvriers, de fonctionnaires dont les salaires stagnent depuis des années et qui peinent chaque année un peu plus à joindre les deux bouts, ces autoentrepreneurs et artisans qui galèrent avec les banques.

Voilà pourquoi La Remontada des salaires est cruciale car la situation des ménages est devenue intenable. Les Français sont de plus en plus nombreux à vivre pour exclusivement payer leurs factures.

Est-ce que vous savez que l'électricité a augmenté de 17% en 3 ans, 50% en 10 ans ? Le gaz a augmenté de 15,8% en 2 ans, l'essence a augmenté de 20% en 1 an, l'immobilier de 150% en 20 ans.

Dans une enquête du Secours Populaire, 36% des Français déclarent rencontrer des difficultés financières, 20% sautent des repas pour des raisons financières, 32% n'achètent pas de fruits et légumes tous les jours pour des raisons financières, 30% ont des difficultés financières pour disposer d'une mutuelle santé.

J'ai proposé un Grenelle des salaires et des revenus, sur le mode de ce qui s'était déroulé en 1968, sur tous les salaires inférieurs à 2 000 € brut. C'est-à-dire la moitié de tous ceux qui travaillent dans ce pays.

J'ai proposé une augmentation du Smic de 10%. 62% des personnes au Smic sont des femmes, souvent des mamans solo, en temps partiel contraint. Dans notre pays, un banquier gagne plus en une transaction qu'une caissière en une année, qu'un agriculteur en un an.

Il est temps que nous rediscutions des revenus et de la façon dans ce pays dont on peut vivre de son travail.

Alors, tout le monde, depuis mon discours de Clamecy qui proposait les hausses de salaire que je viens d'énumérer, défend les hausses de salaire.

Bruno Le Maire se met à supplier les entreprises en disant « je vous en prie, augmentez les salaires ». Mais la supplique n'est pas une politique.

Valérie Pécresse s'intéresse soudain aux salaires.

Et même le Président du MEDEF, Monsieur Geoffroy Roux de Bézieux, a reconnu qu'il faudrait enfin se résoudre à augmenter les salaires.

Vivre de son travail, comme disait Victor Hugo, c'est une fierté, c'est le travail fier, c'est la reconnaissance de la société, la dignité qu'on reconnaît à la place qu'on occupe dans la société.

Il est toujours préférable de vivre de son travail que de vivre d'allocation. L'allocation n'est qu'un palliatif, certainement pas une solution. Et du travail, il y en a. Pourrions-nous enfin reconnaître qu'il faut mieux le payer, dans l'intérêt de tous ?

Nous avons été intoxiqués par l'idée que le salaire même décent serait l'ennemi de l'emploi. Pourtant ce sont les bas salaires qui ne trouvent pas de candidats, qui font fuir les travailleurs et qui empêchent les entreprises de tourner, faute de salariés.

Partout dans le monde, les salaires ont recommencé leur Remontada.

La Remontada des salaires est mondiale.

Biden aux États-Unis, 15\$ de salaire minimum. Sanchez, en Espagne, 27% d'augmentation. Scholz, en Allemagne s'il gagne ce week-end les élections législatives, 20% d'augmentation.

Tous les États et Gouvernements qui ont accepté dans le passé la mondialisation, ont accepté que pèse sur les salariés la menace permanente de la délocalisation et qu'ils s'appauvrissent.

Regardez en Suisse ou en Allemagne, où les salaires sont beaucoup plus élevés, la prospérité y est éclatante et ces pays sont au plein emploi.

Je propose, en contrepartie de ces augmentations de salaire, la suppression progressive de toutes les cotisations qui taxent de façon absurde l'emploi, l'embauche, le travail, les salaires et leur remplacement pas une cotisation générale sur la valeur ajoutée, fixée et gérée par les partenaires sociaux.

Cette proposition cessera de décourager l'emploi et l'embauche, favorisera et soulagera les entreprises qui emploient de la main d'œuvre, rendra plus réalisables les augmentations de salaire et les études macroéconomiques montrent que cette évolution permettrait de créer 700 000 emplois.

Les solutions audacieuses n'ont pas toutes été tentées car non, tout n'a pas été tenté contre le chômage et la difficulté de vivre de son travail.

C'est le moment d'agir, de s'en saisir, c'est le sens du projet de La Remontada.

* *

*

Mais vous l'avez compris, rien de cette grande remontée économique ne sera possible sans reprendre le contrôle sur nos décisions publiques.

Nous avons perdu la main.

60% des décisions, des lois que nous prenons sont d'origine européenne.

Reprendre la main, c'est reprendre une part nécessaire et raisonnable de notre souveraineté.

Il n'y aura pas de grande politique du Made in France sans revoir certaines absurdités dogmatiques de l'Union Européenne.

Chacun sait comment fonctionne l'élection présidentielle.

Les Français font une liste au père Noël. Et puis, c'est la fête. Et arrive l'élection. Le Président nouvellement élu prend son avion, va à Bruxelles et à Berlin et le catalogue de papier glacé que les Français ont écrit part à la poubelle.

C'est pourquoi la politique que je vous propose de mener n'a jamais pu être mise en œuvre. Et c'est aussi pourquoi, les 4 derniers quinquennats qui se sont déroulés se ressemblent étrangement malgré les alternances.

Je propose que le Parlement fixe par avance un mandat au Gouvernement et au Président dans chaque accord européen, comme le Bundestag l'impose au Chancelier allemand. Il s'agit de rééquilibrer les conditions dans lesquelles nous acceptons des décisions européennes.

Je propose également que le Parlement français, exprimant en dernier ressort la souveraineté nationale, puisse corriger le droit européen qui constitue 60% de nos lois domestiques.

Par référendum, la Constitution, texte suprême, inaliénable et sacré, donnera un pouvoir au Parlement français d'exprimer en dernier ressort la souveraineté nationale.

Cette proposition est celle que rappelle régulièrement le Tribunal constitutionnel de Karlsruhe, le Tribunal suprême des Allemands.

Cette proposition, c'est celle de Valérie Giscard d'Estaing, qu'il avait nommée « subsidiarité » dans la Convention pour l'avenir de l'Europe, en 2004. Cette proposition est exactement la même que celle que fait Michel Barnier, en matière d'immigration.

Je proposerai qu'elle concerne tous les domaines de l'activité et de l'intrusion européenne.

Je crois qu'il est nécessaire que nous organisions le rééquilibrage en faveur des États-Nation. L'Union Européenne doit se porter vers le haut, vers les questions qui nous protègent vis-à-vis du chaos du monde, mais doit cesser ses intrusions en bas, dans la vie domestique de nos Nations.

Souvenez-vous du référendum en 2005 et la confrontation entre le « Oui » et le « Non » au Traité constitutionnel européen.

Beaucoup de ceux qui avaient voté « Oui », espéraient une réorientation de l'Union Européenne qui n'est jamais venue. Et beaucoup de ceux qui avaient voté « Non », n'étaient pas opposés à l'Union Européenne mais voulaient imposer une réorientation de celle-ci.

Aujourd'hui, 20 ans plus tard, où sont passées les promesses du Traité de Lisbonne qui imposa de force le « Oui » à un référendum qui avait donné comme verdict un « Non » ?

Ces promesses n'ont jamais été respectées.

Où est passée l'Europe sociale dont on s'est servi pour nous faire croire qu'on pourrait réorienter l'Union ?

Où sont passés les Traités que l'on devait renégocier ? Ils ont été signés.

Et aujourd'hui, les Traités sont obsolètes, l'Union Européenne ne marche pas.

L'Union devrait faire la force et elle fait notre paralysie.

Pourtant, nous en avons bien besoin contre les empires, contre le réchauffement climatique, contre la pression migratoire mondiale.

Qu'attend donc la Commission européenne pour bloquer Google et les GAFA ?

Qu'attend donc la Commission européenne pour nous protéger contre la surpuissance de l'industrie chinoise ?

Elle préfère nous obliger à vendre nos barrages que nous avons construits avec nos efforts, démanteler EDF et nos services publics, nous interdire de défendre Air France face aux compagnies low cost anglo-saxonnes.

Elle nous empêche de fusionner Legrand et Schneider mais elle ne nous protège jamais contre la domination de 98% du marché des GAFAM américains.

Alors, je vous propose de reprendre la main.

Nul plan A, nul plan B, pas de plan C.

Juste le droit inaliénable et sacré de notre Constitution de rétablir un minimum de souveraineté nationale raisonnable lorsque l'intérêt national est en jeu.

L'Union Européenne n'en mourra pas.

D'ailleurs, elle s'est construite ainsi pendant 40 ans puisque la construction européenne fonctionnait tranquillement de cette manière où les Parlements pouvaient transformer le contenu des directives jusqu'en 1989.

L'Union fera davantage de choix mais elle aura moins de règles. Exactement ce que les États ont réappris à faire pendant la pandémie de Covid-19.

Et la France ouvrira ainsi la voie à une restructuration de l'Union Européenne comme elle en a bien besoin.

Rétablir la part nécessaire de souveraineté nationale, c'est sauver l'Union Européenne contre elle-même de ses erreurs, ses excès, ses fautes et nous sortir de la paralysie.

J'en demande, ici, à la tribune de Frangy, un mandat clair aux Français.

**

*

Retrouver la force de choisir notre avenir, défendre ce que nous sommes, affirmer notre volonté : La Remontada est un projet de retrouvailles avec la fierté de ce que nous sommes.

Elle passe par le renforcement du projet républicain.

Notre Nation n'est pas une Nation ethnique. Elle est une Nation civique, politique, unique.

Ce n'est pas notre sang, notre religion, notre origine commune qui fait notre ciment.

Notre ciment, c'est le projet, le contrat républicain.

Ce ne sont pas nos origines qui nous guident, mais là où nous allons ensemble.

Nous ne sommes pas unis par ce qu'on est mais par ce qu'on veut, vers où l'on va et ce qu'on en fait.

Et lorsque le contrat est faussé et mensongé, la République s'affaiblit, la Nation se divise et s'affronte.

Lorsque le contrat est piétiné, les Français s'insurgent.

Je les approuve et je les entends.

Les républicains engagés comme nous le sommes, le républicain social que je suis, doivent s'atteler à rebâtir les piliers de notre œuvre commune, la République.

Le premier pilier, c'est l'école.

Le deuxième pilier, c'est la laïcité.

J'en ajouterai un 3^e, tant l'édifice menace de s'écrouler, le service national civil et militaire qu'il faudra rétablir.

Son premier pilier, c'est l'école, si affaiblie, si malmenée, aujourd'hui sinistrée.

Nous constatons l'effondrement du niveau général des élèves et nous voici au fond des palmarès internationaux.

Les enseignants n'ont pas la reconnaissance de la Nation et ne sont pas correctement traités.

Les inégalités scolaires s'accroissent encore. Le niveau en mathématiques est en chute libre et les maths sont pourtant le nouveau pétrole du XXI^{ème} siècle, la force d'une Nation dans le numérique et l'intelligence artificielle.

Même le Baccalauréat n'a pas échappé à sa destruction.

Et les classes populaires et moyennes réfugient quand elles le peuvent leurs enfants dans le privé et se saignent pour leur donner un avenir scolaire.

L'épuisement, par la réformite, la bougeotte permanente des programmes, a fait de l'Éducation nationale un objet politicien et un jouet électoral.

La baisse générale du niveau des élèves est une réalité devant laquelle nous devons ouvrir les yeux.

Elle suppose un réarmement scolaire de l'instruction publique : lire, écrire, compter. Et un réinvestissement massif de la Nation dans la remontée du niveau scolaire des enfants de France. C'est-à-dire, tirer tout le monde vers le haut, le plus possible qu'il soit.

Cela suppose d'arrêter le train infernal des réformes, d'investir dans la formation initiale et continue des maîtres et des professeurs, eux-mêmes le demandent. Beaucoup se sentent insuffisamment armés et tous les pays qui ont fait La Remontada scolaire ont investi dans le renforcement des outillages professionnels des professeurs.

Faire confiance aux enseignants pour tirer chaque élève vers le haut. Leur fixer des objectifs mais leur laisser le soin de choisir les armes du quotidien.

Construire des pratiques collectives, coopératives dans l'enseignement, dans l'évaluation et dans les progrès que nous devons réaliser avec les élèves, comme en Finlande, en Suède, au Canada ou au Japon.

Généraliser le soutien individualisé, la présence auprès des élèves et l'encadrement civique et disciplinaire des adolescents.

Le professeur étant le centre de la réussite de l'apprentissage, remonter l'école, c'est d'abord respecter le professeur en le payant correctement, car c'est lui qui doit recevoir la considération de la Nation.

Je propose, après 11 années de gel des traitements des agents de l'Éducation nationale, de rouvrir une négociation salariale avec les organisations syndicales et je propose un nouveau contrat de long terme avec les enseignants où tout sera mis sur la table : hausse importante de salaire, formation, organisation, méthode et temps de travail, présence et soutien auprès des élèves.

Un grand pédagogue disait « la confiance, l'énergie, l'enthousiasme d'un prof sont essentiels à la réussite d'un système scolaire ».

Le métier de professeur est un métier qui doit devenir attractif et doit attirer les meilleurs.

Je propose de mettre fin au Bac Blanc, une sorte de supermarché où chacun se sert dans les rayons, les enfants privilégiés s'y retrouvent beaucoup plus facilement que les enfants des classes moyennes et populaires.

Je propose le retour des Écoles Normales qui recrutaient les meilleurs élèves pour devenir des élèves fonctionnaires, ces fameux hussards de la République. Reformons la troupe de nos hussards et assurons-nous que le métier de professeur sera occupé par les meilleurs.

Je voudrais, enfin, demander à tous ces enseignants retraités d'être les tuteurs individuels d'enfants en perdition qui ont des parents défailants et qui sont en décrochage du système scolaire.

La Remontada, c'est une société d'entraide dans laquelle la République s'organise pour transmettre le savoir, clé de notre futur.

* *

*

Le deuxième pilier de la République, c'est la laïcité que nous, les Républicains passionnés, engagés, exigeants, intransigeants, allons défendre.

Nous avons en France un principe et une grande loi sur lesquels nous sommes solidement appuyés depuis plus d'un siècle et qui donne à la France, l'un de ces meilleurs atouts au monde.

La loi de 1905 de séparation des Églises et de l'État.

Il a fallu des décennies pour arracher les institutions, la vie politique et sociale, l'enseignement, au contrôle de l'Église catholique. Le combat fut long sous la III^e République pour l'imposer aux monarchistes.

Cette loi garantit à chacun le droit de croire ou de ne pas croire et a fini par s'imposer à la Papauté qui l'accepta en 1924.

Jean Jaurès résuma l'affaire en un paragraphe :

« Démocratie et laïcité sont deux termes identiques. La démocratie n'est rien d'autre que l'égalité des droits, or il n'y a pas d'égalité des droits si l'attachement d'un citoyen à une croyance ou à une religion est cause de privilège ou de disgrâce ».

Ce qui valait en 1905 vaut en 2021 pour toutes les religions.

Les Français mettent un point d'honneur à respecter la religion d'autrui, à la condition qu'elle ne prenne pas possession de l'intérêt public.

Lorsque nous avons été de façon barbare par des terroristes islamistes, en 2015, les Français se rassemblèrent dans la dignité pour affirmer la solidité de la République.

Ils n'ont cédé ni à la haine, ni à la vengeance, ils furent exemplaires et ont montré à quel point nous sommes un grand peuple.

J'ai entendu un extrémiste à la mode, un télévangéliste, proclamer dernièrement que l'Islam serait incompatible avec la République et qu'il conviendrait en conscience de débaptiser les prénoms de consonance et d'origine étrangères.

Est-ce que ma mère, qui s'appelle Leïla, née à Oran, ne serait pas Française, elle qui enseigna toute sa vie dans les collèges à des petits Français qui la félicitent aujourd'hui quand ils la croisent ?

Est-ce que mon grand-père qui s'appelait Khermiche, un arabe, oui, un arabe, né en Algérie, enterré au pied du Mont Beuvray, aux confins de la Nièvre et de la Saône et Loire, ne serait pas Français, lui qui porta l'uniforme français pendant la deuxième guerre mondiale ?

Est-ce que nous allons séparer les Français, les soumettre au tri sélectif d'une nouvelle administration Zemmourienne qui serait chargée de débaptiser ceux qu'elle juge arbitrairement comme bons ou mauvais Français ?

Comme tous les Français, nous respectons la foi et la religion d'autrui.

Mais nous n'accepterons jamais que l'islamisme politique impose à notre pays sa conception éducative et obscurantiste du monde, sa conception des relations entre les femmes et les hommes et qu'il mette en cause la neutralité du service public.

Nous allons donc combattre pied à pied l'islamisme politique parce qu'il faudra le démanteler.

La lutte contre l'islamisme politique, c'est agir comme Aristide Briand, en 1909, qui faisait traduire devant les tribunaux les évêques qui appelaient leurs fidèles à désobéir à la loi de 1905 et qui punissait les élèves qui acceptaient de s'y soumettre.

Aujourd'hui, ce sont des imams qui appellent à désobéir à la loi, des prédicateurs et individus qui intimident les femmes qui ne portent pas le voile à la convenance des hommes, qui doivent être traduits en correctionnelle.

C'est dans la loi de 1905.
Pourquoi ne l'applique-t-on pas ?

La lutte contre l'islamisme politique, c'est investir dans les moyens de renseignement et de police de proximité pour repérer ces groupes de pression et réprimer leurs abus.

La lutte contre l'islamisme politique, c'est mettre fin au détournement de fonds publics par des associations qui font du prosélytisme, sous couvert d'activité sportive ou de soutien scolaire et cherchent à embrigader notre jeunesse, en instillant des discours de haine contre la France.

La lutte contre l'islamisme politique, c'est rétablir des services publics de qualité et des activités économiques dans les territoires où prospèrent les islamistes.

Le démantèlement de l'islamisme politique, c'est une lutte politique déterminée contre ce courant qui n'est pas religieux, mais politique dans ses projets de destruction de la démocratie et de la République.

* *
*

Le troisième pilier de la République, c'est celui que nous avons perdu il y a 25 ans et que nous allons rétablir : le service national civil et militaire obligatoire, pour tous les garçons et toutes les filles, sans aucune exception.

Ce service national nous a cruellement manqué et je vois dans ce manque comme une cause de l'aggravation de nos difficultés.

Les Français, vous l'avez remarqué, ne se connaissent pas, ne se parlent pas, ne se parlent plus, ne discutent plus.

Après les écoles de pauvres, les écoles de riches, voici les quartiers de pauvres, les quartiers de riches et les Français s'affrontent désormais.

On reste entre-soi.

Et voici désormais les algorithmes du tribalisme numérique.

Chacun reste avec celles et ceux qui pensent comme soi.

Nous allons donc reconstruire ce collectif et redonner un contenu au mot « fraternité ».

On doit réapprendre à vivre collectivement, à travailler ensemble, à se donner la main, à s'entraider.

C'est l'esprit de Valmy.

L'armée doit disposer d'une réserve de recrutement parmi les appelés, car il est possible dans la montée des périls et la confrontation des empires que nous ayons besoin de nous défendre.

La police, qui va devoir ouvrir des campagnes de recrutement afin d'assurer la sécurité et la sûreté des Français, devra et pourra s'appuyer sur les appelés du service national.

Les chantiers civils, quant à eux, ne manquent pas.

Les étudiants en médecine iront soigner dans les déserts médicaux, les appelés pourront aider à travailler dans les Eaux et Forêts pour reconstituer la biodiversité, dans l'Éducation nationale pour aider les professeurs, dans les hôpitaux, les maisons de retraite pour aider nos anciens et nos malades.

Ils feront l'apprentissage, peut-être, de leur futur métier, ils apprendront à connaître d'autres que leurs voisins, leurs amis, leurs frères et leurs sœurs.

Ils donneront de leur temps à la Nation qui en a tant besoin.

Le service national, c'est le ciment de notre Nation, c'est l'esprit de La Remontada de la République.

C'est un mouvement de pulsion de vie, cette Remontada.

Une renaissance et je l'espère, un nouveau cycle politique que nous allons ouvrir ensemble.

Un désir de faire ensemble.

Car, je ne veux pas que l'on se contente de vivre ensemble, je veux que nous réalisons ensemble, nous fassions ensemble, nous construisions ensemble.

C'est ça, l'esprit collectif de La Remontada.

Le fluide de la confiance dans l'avenir et dans l'unité nationale.

* *
*

Mes cher.e.s compatriotes, les quinquennats se succèdent, rien ne change et tout s'affaisse.

Les quinquennats se ressemblent, rien ne change, le désespoir s'installe.

Les quinquennats dans leurs différences n'ont été jusqu'à présent que de fausses alternances et que d'apparentes divergences soigneusement mises en scène.

La « fracture sociale » du Président Chirac qui devait disparaître ? Elle est encore là, 20 ans après, béante et géante.

Les mots du Président Sarkozy après son célèbre discours de Toulon, il y a 15 ans : « le laisser-faire, c'est fini », « le marché qui a toujours raison, c'est fini ». Est-ce vraiment fini, 15 ans après, ou est-ce que cela a continué ?

Le fameux « mon adversaire, c'est la finance » du Président Hollande dans son discours du Bourget, peut-on dire, 10 ans après, qu'elle était vraiment son adversaire ?

Et la fameuse « révolution » du Président Macron, dont il fit un livre, il y a 5 ans, où est-elle donc passée ? Ce fut la révolution, tout au plus pour les contribuables assujettis à l'impôt sur la fortune.

En vérité, aucun d'entre eux ne pouvait faire ce qu'ils avaient promis parce qu'ils étaient sous contrainte et avaient choisi les uns après les autres de se soumettre à la contrainte et avaient choisi de nous y contraindre à notre tour.

La Remontada prend les moyens constitutionnels et déterminants d'être capable, lorsqu'il le faudra et de façon raisonnable et mesurée mais déterminée, de passer outre les interdits et les contraintes.

Le projet de Remontada est inclassable, parce qu'il est une alternative sérieuse et inédite aux échecs répétés de tous les partis politiques de gouvernement qui se sont succédés au pouvoir depuis 20 ans.

Comme aurait pu le dire François Mitterrand, la majorité sociale de la France peut se retrouver dans une majorité politique et se former au printemps prochain autour et dans La Remontada.

Je vais maintenant aller voir les Français, dans les champs, dans les usines, dans les trains, dans les petites villes comme dans les métropoles et avec vous, déployons-nous, allons leur parler de notre projet pour la France.

Convainquons-les de nous rejoindre pour donner, comme disait Churchill, le coup d'épaule à l'histoire.

Faisons mentir la fatalité de la reproduction des mêmes erreurs et tous ensemble, montons dans le train de l'audace.